

auquel on associe l'expression que vous connaissez tous. Il a atteint le sommet de sa profession, naturellement, à un moment où il était l'objet de beaucoup de jalousie.

Plusieurs se souviennent de la phrase qu'on associe à Coppée: l'Académie française ne lui manquait pas, mais il manquait à l'Académie française. Je suis bien prêt à puiser à la culture qu'offrent des gens de ce calibre, d'où qu'ils viennent. Je pense à Rembrandt, à Constable, à Van Gogh. Pourtant, on nous affirme qu'en ce qui concerne la culture un pays ne peut pas continuellement emprunter. Quant à moi, je suis bien satisfait d'emprunter aux sources que je viens de mentionner, et je ne crois pas qu'à la Chambre il y ait un homme qui trouvera à réduire sur ce point. Mais non, il faut que nous allions jeter dans la caisse 10 millions de dollars pour encourager l'essor de l'industrie du long métrage lorsque nous savons que celle-ci n'a jamais été aussi pauvre qu'aujourd'hui, partout dans le monde. Hollywood n'est que le quart de ce qu'il était. L'assistance dans les cinémas n'est pas le quart de ce qu'elle était avant l'arrivée de la télévision. Mais c'est le moment que le Canada choisit pour s'élancer dans la brèche. Nous les Canadiens, montrons au reste de l'univers que, lorsque la marée est contre nous, nous nageons contre elle.

Le député d'Outremont-Saint-Jean nous dit que les Canadiens n'ont pu mettre sur pied au Canada une industrie cinématographique d'inspiration canadienne qui réaliserait et diffuserait des films typiquement canadiens. Le secrétaire d'État a déclaré cet après-midi qu'étant donné la situation géographique de notre pays et les divisions d'ordre ethnique et autres qui l'assaillent, il serait difficile d'établir une industrie de long métrage au Canada, mais que le gouvernement devrait en faciliter la réalisation. Si j'ai bien saisi ses propos, nous ne devons pas nous leurrer quant aux difficultés que les producteurs de films canadiens devront surmonter pour mettre ce genre d'industrie sur pied.

Moi je dis que nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Selon moi, le gouvernement canadien ne devrait pas affecter dix millions de dollars à cette fin à l'heure actuelle. Si l'établissement d'une industrie cinématographique au Canada avait eu des chances de succès, je suis sûr que, grâce à la libre entreprise et à la clientèle de portefeuille, ce serait aujourd'hui chose faite.

Comme je l'ai dit, l'ancien secrétaire d'État a prononcé un discours à Montréal, le 5 août 1964, auquel je me reporterai tantôt. Le 10

août 1964, le *Star* de Montréal publiait un article de fond intitulé «Le gouvernement dans l'industrie du film»? On y disait:

M. Lamontagne vient d'annoncer la création d'un fonds destiné à l'octroi de prêts pour aider la réalisation de longs métrages au Canada, ce qui lancerait le gouvernement dans la plus hasardeuse des entreprises artistiques...

Nous espérons que cette initiative tiendra compte du fait que personne ne peut se prononcer sur la rentabilité d'un long métrage tant que le scénario n'a pas été rédigé et tant qu'on n'a pas affecté des sommes à la direction et à la réalisation du film. Ensuite, il faut en prévoir la diffusion avant d'en compter les recettes. Bien des gens se sont ruinés dans ce domaine; quelques personnes et quelques compagnies cinématographiques ont fait fortune.

L'article du *Star* de Montréal poursuit:

Mais on peut se demander qui voudra déboursier pour les voir et où? Le marché canadien est restreint et divisé sur le plan culturel et linguistique.

En général, les cinémas sont étroitement liés aux grandes sociétés hollywoodiennes. Seront-ils disposés à projeter les films réalisés au Canada? On devrait en tenir compte dans l'étude proposée du fonds de prêts car, autrement, on pourrait s'apercevoir que tout l'argent en sort sans espoir de retour.

De plus, à la suite des observations faites le 8 août 1964, par le député d'Outremont-Saint-Jean, le *Globe and Mail* de Toronto publiait un article coiffé du titre «Argent à brûler?» En voici un passage:

Les contribuables canadiens auraient raison de s'inquiéter de l'annonce faite au nom du gouvernement Pearson, par le secrétaire d'État, M. Maurice Lamontagne, selon laquelle on se propose au cours de la session «demander au Parlement, l'autorisation nécessaire en vue de créer un fonds de prêts en vue d'encourager la production de longs métrages de haute qualité au Canada.»

La réalisation de longs métrages, surtout ceux de haute qualité, est une entreprise des plus coûteuses et des plus incertaines. Des millions de dollars y ont été perdus, parfois dans la réalisation d'un seul film. Le gouvernement Pearson et les Canadiens ont-ils tellement d'argent qu'ils peuvent commencer à la dépenser pour de long métrages?

L'article se poursuit:

L'annonce de M. Lamontagne s'est accompagnée de deux incidents intéressants qui se sont produits ailleurs. Le comité des comptes publics de la Chambre des communes a exprimé son inquiétude—et avec raison—au sujet de la montée rapide du coût des nouvelles installations que la Société Radio-Canada veut avoir à Montréal et à Toronto.

On continue à y parler du coût croissant de l'exploitation de Radio-Canada. Pensez à ceci. Ce projet est censé être le premier pas en vue de la création d'une industrie du long métrage et il doit coûter 10 millions de dollars. Nous avons à l'angle des rues Sparks et Elgin, un trou dont le recouvrement devait originellement coûter 9 millions de dollars. Le trou est là mais on nous dit maintenant qu'il